

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN VEILLE ...

Chaire Entrepreneuriat Social ESSEC

Lettre d'information n°2 - Décembre 2005 - Janvier 2006

EDITO :

Les entrepreneurs sociaux ne sont pas des entrepreneurs au rabais : ils entreprennent autrement, peuvent montrer l'exemple et être parfois source d'inspiration pour d'autres acteurs. Ainsi l'expérience de l'association Unis Cité, créée il y a près de 10 ans par Marie Trellu-Kane et Anne Claire Pache, anciennes Essec très actives au sein de notre chaire, servira de modèle à la création du Service Civil Volontaire annoncée par le Président de la République il y a deux semaines.

Cette force de changement et proposition ne peut que se renforcer, sous l'effet de la professionnalisation du secteur, dont des initiatives comme celle du CNEI pour l'introduction d'une démarche qualité au sein des entreprises d'insertion, sont une illustration. La création par l'INSEAD, d'un séminaire spécifiquement dédié aux entrepreneurs sociaux, qui s'inscrit dans la logique qui a présidé à la création de la chaire de l'Essec il y a maintenant 4 ans, est une autre illustration de la crédibilité grandissante accordée au secteur entier et à ce type de démarche entrepreneuriale. Mais l'entrepreneuriat social reste fragile : obtenir les financements nécessaires, mobiliser les compétences indispensables constituent encore des défis majeurs .

La mutualisation des moyens ou le regroupement sur un même lieu géographique au sein d'un pôle de compétence, comme au sein de Fairplace nouvelle structure d'accueil des entreprises du commerce équitable, constituent une réponse et des pistes à approfondir. La sensibilisation du secteur financier classique pour le convaincre de l'intérêt des initiatives sociales qui a abouti à la récente création du Global Commercial Microfinance Consortium, un fonds d'investissement de 75 millions de dollars dédié aux institutions de microfinance (IMF) en est une autre.

En espérant que ces progrès, certes insuffisants mais réels et indiscutables, seront pour vous source de réflexion, d'inspiration mais aussi d'espoir et de bonne humeur, nous vous souhaitons une bonne lecture sans oublier de vous présenter tous nos vœux de belle et heureuse année 2006 pour vous, vos projets et tous ceux que vous avez choisi de servir.

Pour l'équipe : Thierry Sibieude

INITIATIVES SOCIALEMENT INNOVANTES

Innovations sociales et politiques publiques : quand une association inspire une politique publique

Après 10 ans d'existence, Unis-Cité, mouvement associatif fondé par deux anciennes ESSEC et une jeune américaine sur le modèle de l'une des associations pionnières du service civil volontaire américain, vient d'être promu au rang de programme modèle pour le volet associatif du nouveau Service Civil Volontaire (annoncé par Jacques Chirac le 14 novembre dernier). Depuis 1995, les fondatrices et les portes-paroles d'Unis-Cité cherchent à convaincre de l'importance d'instituer en France un service civil généralisé, afin de développer un esprit de citoyenneté active et de respect des différences chez la jeunesse de notre pays. Ils peuvent aujourd'hui se féliciter d'avoir franchi un grand cap et d'avoir prouvé la capacité de la société civile à être une force de proposition incontestable pour les politiques publiques. Bravo aux 1000 jeunes qui se sont portés volontaires avant tous les autres depuis septembre 1995.

Accéder au site d'Unis-Cité : [ici](#)

Le programme PQPM de l'ESSEC essaime vers d'autres Grandes Ecoles françaises

Lancé il y a trois ans, le programme "Une prépa, une Grande Ecole, pourquoi pas moi ?" (PQPM) accueillera en janvier sa quatrième promotion, élargie à 105 lycéens contre 85 en 2004-2005, provenant de 8 lycées différents dont 2 nouveaux. Séduite par le concept, la Conférence des grandes écoles (CGE) s'intéresse depuis plusieurs mois déjà au programme et a entrepris diverses actions pour essaimer des initiatives similaires au sein d'autres Grandes Ecoles françaises. En janvier 2005, elle a signé la "Charte de l'égalité des chances d'accès aux filières d'excellence", et a lancé simultanément un groupe de travail sur l'ouverture sociale des Grandes Ecoles, réunissant les représentants des 55 Grandes écoles intéressées par la question, et animé par Thierry Sibieude et Chantal Dardelet, responsables du projet PQPM à l'Essec. Récemment, la CGE et la Délégation Interministérielle à la Ville ont créé un "pôle ressources", confié à l'Essec, chargé de promouvoir le programme PQPM mais également de recenser les initiatives similaires intéressantes développées dans d'autres Grandes écoles, afin de capitaliser sur ces expériences variées et enrichissantes. L'objectif fixé à ce pôle est d'essaimer de tels programmes vers une soixantaine de Grandes Ecoles, en 3 ans. Actuellement, une quinzaine de projets de type PQPM sont en gestion ou en phase de lancement.

Pour plus d'informations : contacter Chantal Dardelet [E-mail](#)

Publications : initiatives solidaires en France et dans le monde

Deux livres pour vous donner envie d'entreprendre socialement. Le premier, "Ensemble ! Initiatives solidaires en France" est publié aux éditions Autrement avec le soutien de la Fédération nationale des Caisses d'Epargne. Ecrit par Anne Legrand, consultante en collecte de fonds auprès de nombreuses associations, et Bruno Manuel, consultant en communication et enseignant, il regroupe près d'un millier d'initiatives solidaires privées, véritable "boîte à idées" et stimulant destiné à faire connaître les initiatives génératrices de solidarité mises en oeuvre par les particuliers. Le second, le "Livre de l'essentiel", est une réédition de la version française du livre "Whole Earth Catalog", catalogue de ressources alternatives, né aux Etats-Unis dans les années 70. Publié chez Albin Michel, ce livre est un recueil d'initiatives partout dans le monde qui oeuvrent à la création d'une société plus solidaire.

MANAGEMENT DES ENTREPRISES SOCIALES

Qualirei : un label pour valider la qualité des pratiques sociales des entreprises d'insertion

En 2000, le Comité national des entreprises d'insertion (CNEI) s'est engagé dans l'élaboration d'une démarche qualité, destinée à l'ensemble des entreprises d'insertion (EI) de son réseau. Il créé alors Qualirei, label de validation de la qualité des pratiques sociales des entreprises d'insertion. Décerné pour trois ans, ce label certifie tout d'abord la qualité de l'organisation et de la gestion mises en place par la structure, au même titre que les labels qualité de type ISO 9000 pour les entreprises du secteur "traditionnel". Dans un second temps, il garantit la qualité de l'accompagnement social effectué par l'entreprise. Des recommandations sont ensuite formulées à la suite des audits. Les progrès effectués sont alors évalués, 3 ans après, lors du renouvellement du label. Aujourd'hui, sur les 600 EI de la fédération CNEI, 150 se sont engagées dans ce processus de labellisation et 46 d'entre elles sont déjà labellisées. 5 d'entre elles viennent d'obtenir le renouvellement de leur label, une occasion pour analyser les apports du processus de labellisation en terme de professionnalisation. Les conclusions sont très favorables. Au sein de la structure tout d'abord, la mise en place d'une démarche qualité permet de prendre du recul sur l'ensemble des pratiques adoptées et d'apporter un éclairage nouveau et constructif. Elle est également un bon outil de communication en interne. Ensuite, le label a évidemment un effet très positif sur l'ensemble des partenaires de la structure. Les financeurs tout d'abord, qui sont alors plus confiants sur la bonne utilisation des fonds alloués, mais également les "prescripteurs", les associations et autres organismes sociaux qui dirigent les travailleurs à insérer vers la structure, ainsi que les entreprises "traditionnelles" contactées pour le reclassement des salariés. Bref, un réel pas en avant pour l'ensemble du secteur.

Pour en savoir plus : [ici](#)

Des entrepreneurs sociaux sur les bancs de l'INSEAD

L'entrepreneuriat social se professionnalise. Pour preuve, l'INSEAD lance un séminaire de formation à l'attention d'entrepreneurs sociaux ayant fait leurs preuves. Etalé sur 4 jours (du 9 au 13 janvier 2006),

le programme abordera l'ensemble des thématiques clés du management et de la gestion d'entreprises à finalité sociale. L'ambition affichée de l'INSEAD au travers de cette initiative est également d'offrir aux participants, venus de partout dans le monde, une occasion d'échanger et de partager idées et ressources.

Pour en savoir plus : [ici](#)

ENVIRONNEMENT DES ENTREPRENEURS SOCIAUX

Aide au financement : de nouveaux guides pour la recherche de financement

Plusieurs guides sont sortis récemment pour aider les associations dans leur recherche de financements. "Associations et FSE, Gérer et financer un projet avec l'appui du fonds social européen", édité par l'Avise (Agence de valorisation des initiatives socio-économiques) contient des conseils méthodologiques, de nombreuses ressources et surtout une vingtaine d'outils directement utilisables à partir du CD-Rom fourni avec le guide (dossier de candidature commenté, logiciel d'affectation des temps...). Finansol vient de publier "Associations : pensez finances solidaires", guide fournissant une analyse des besoins des associations en matière de financement mais aussi en accompagnement, afin de présenter les différents produits permettant d'y apporter une réponse. La CRES Nord-Pas-de-Calais édite "Le guide des fondations", qui comprend une sélection de fondations soutenant des projets d'utilité sociale, des conseils pour effectuer une demande de financement, les différentes sources de financement possibles ainsi qu'un outil informatique d'aide à la construction budgétaire, sous Excel. En complément des travaux sur le mécénat culturel mené par l'Admical, l'association Opale - Culture & Proximité, centre national d'appui et de ressources sur la filière culture, met en ligne sur son site Internet un guide des fondations d'entreprises susceptibles de financer des associations culturelles de proximité. Enfin, ECAS (European Citizen Action Service) vient de publier la 11^{ème} édition du manuel d'accès des ONG aux fonds européens, "Accessing Europe's largest donor". Ce manuel offre un panorama des financements proposés aux ONG par l'UE (fonds structurels, lignes budgétaires internes et externes) et par des fondations.

Pour en savoir plus : www.avise.org, www.finansol.org, www.crespaca.org, www.culture-proximite.org et www.ecas.org

Aide au financement : liquidation de la Bourse aux financements solidaires

L'association Bourse aux financements solidaires (BFS) est née à l'initiative de réseaux d'acteurs impliqués dans le développement et le financement de l'économie sociale et solidaire. Via Internet, elle a mis en place un guichet unique virtuel, destiné à faciliter la rencontre entre les porteurs de projets d'entreprises solidaires et les réseaux de financement solidaires. Parmi ses membres : France Initiative Réseau, France Active, la Fédération des Cigales, l'IDES, la NEF, Garrigue, Love Money pour l'emploi, Socoden, la Fondation Crédit Coopératif, Finansol, la Fondation MACIF, la Caisse Solidaire Nord-Pas-de-Calais, ADIE, Autonomie et Solidarité... Depuis mars 2002, ce site Internet avait permis de faire circuler plus de 600 projets. Après trois années seulement de fonctionnement, la structure vient d'être liquidée, en septembre 2005, pour cause de retards de trésorerie liés aux délais de paiement du FSE. L'annonce s'est faite sans bruit bien que cette disparition risque de créer un grand vide dans le secteur de l'investissement solidaire.

Accompagnement de l'entrepreneuriat social : concours "Innovation Awards" de Changemakers

[Changemakers](#), association fille de l'organisation internationale de soutien aux entrepreneurs sociaux [Ashoka](#), vient d'annoncer les résultats de son concours lancé en août 2005, sur des initiatives commerciales spécifiquement orientées vers des publics à faible revenu, écartés des marchés classiques car jugés insuffisamment rentables. Les propositions enregistrées sur le site Internet de Changemakers, furent soumises au vote des internautes, favorisant ainsi l'échange et l'essaimage d'idées novatrices. Les projets proposés ont été classés en deux catégories : celui des sociétés classiques et celui des entreprises de l'économie sociale. Le projet gagnant de la première catégorie est "Mango Tree Educational Enterprises", en Ouganda, manufacture de jeux éducatifs, fabriqués à partir d'objets recyclés qui peuvent être dupliqués par leurs utilisateurs. Le projet gagnant de la seconde catégorie est "Rural Women Bank" en Inde. Cette banque offre des micro-crédits santé aux femmes démunies des zones rurales. En 2004, après une intense campagne de lobbying auprès du Département indien du budget, la banque a réussi à faire inclure le nom de la femme sur les documents administratifs de propriété.

Accompagnement de l'entrepreneuriat social : Inauguration de Fairplace

La Compagnie du Commerce Equitable, entreprise d'insertion du [Groupe SOS](#), inaugure le 5 décembre à la Plaine Saint-Denis, [Fairplace](#), première pépinière d'importateurs solidaires en France. Située dans un entrepôt de 2000 m², non loin de l'USINE et du Stade de France, elle regroupe onze showrooms d'importateurs de produits issus du commerce équitable et éthique. Une large gamme de mobilier, objets de décoration, vêtements et accessoires de mode sera ainsi proposée aux professionnels. Le concept devrait permettre d'attirer plus d'acheteurs, qui pourront rentabiliser au maximum leur visite en découvrant une multitude de produits réunis sur un même site. Les entreprises de Fairplace pourront également profiter des prestations offertes par la Compagnie du Commerce Equitable (signalétique, décoration, entretien/ménage, vitrines, mise à disposition de personnel d'accueil ou commercial...), qui oeuvrera notamment à la mise en place de filières d'importation afin de répondre aux besoins des clients professionnels. "[Tudo Bom ?](#)", entreprise de commerce équitable créée par Jérôme Schatzman, entrepreneur social soutenu par l'incubateur de la Chaire ESSEC Entrepreneuriat Social, y est installée depuis le mois d'août.
Fairplace - 70, boulevard Anatole France, La Plaine St-Denis

Actualité juridique : L'avenir de la DIES

Le Premier ministre, Dominique de Villepin, a annoncé fin octobre la transformation de la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale ([DIES](#)) en délégation interministérielle à l'innovation et à l'expérimentation sociale. Les acteurs de l'économie sociale craignent d'être cantonnés, par ces changements institutionnels, au seul domaine de la lutte contre l'exclusion. "*La suppression de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale participe de l'élimination de l'économie sociale du champ de l'action publique*", affirme le Conseil des entreprises et groupements de l'économie sociale (Ceges).

Pour en savoir plus : [ici](#)

INITIATIVES MARQUANTES DANS LE CHAMP DE LA RSE

Un fonds d'investissement pour la microfinance

Plusieurs investisseurs internationaux de premier plan et de grandes agences de développement ont annoncé le lancement du Global Commercial Microfinance Consortium, un fonds d'investissement de 75 millions de dollars dédié aux institutions de microfinance (IMF). La Deutsche Bank, qui était l'opérateur du projet, est désormais chargée de la gestion du fonds. Parmi les acteurs de ce programme, on retrouve les groupes français Axa et CNP Assurances, ainsi que l'Agence française de développement. Cette annonce fait écho aux propos tenus par Stanley Fisher, lors du forum international pour la clôture de l' [année internationale du microcrédit](#), qui s'est tenu le 8 novembre au siège de l'ONU. A cette occasion, le gouverneur de la banque d'Israël avait en effet dressé le constat que la microfinance demeurait encore bien en dessous de son potentiel et proposé que les institutions multilatérales et les autres donateurs réfléchissent sérieusement à la manière de développer une microfinance commercialement viable.

Pour en savoir plus : [ici](#)

Le reporting sociétal en France

Plusieurs études sont parues au mois d'octobre sur le reporting sociétal des grandes entreprises françaises dans leur rapport annuel. La première, réalisée par le cabinet de conseil en développement durable [Utopies](#), montre que le reporting de développement durable gagne en qualité, même si les pratiques sont encore très inégales d'un secteur à l'autre, mais que les entreprises semblent succomber au "syndrome Canada dry" : un reporting qui en a le goût (standards internationaux : GRI, Global Compact...), la couleur (vocabulaire, enjeux) mais... qui rate sa cible. Les rapports sont en effet encore peu lus et utilisés car trop déconnectés des risques financiers et implications stratégiques

pour l'entreprise. La deuxième étude, réalisée par le [CFIE](#) (Centre Français d'Information sur les Entreprises), agence d'analyse extra-financière, se concentre sur l'application par les entreprises de la loi sur les Nouvelles régulations économiques (NRE), qui impose depuis 2003 à l'ensemble des sociétés cotées françaises de réaliser un reporting sur leur performance sociétale. Réalisée sur un panel de 60 entreprises, l'étude révèle que la transparence s'améliore dans les rapports RSE, qui gagnent en exhaustivité et précision, mais faiblement et de manière inégale (le social est mieux traité que l'environnemental notamment). Enfin, la troisième étude, menée par le cabinet de conseil [Ecodurable](#), dresse un état des lieux de la vérification des informations extra-financières au sein des grands groupes français. Cette pratique qui vise à faire certifier les données publiées dans les rapports de développement durable par un organisme extérieur (généralement une société d'audit) est une preuve de maturité de la politique RSE selon Ecodurable. 17 entreprises du CAC 40 y auraient désormais recours.

Nouvelle norme ISO pour la RSE

A l'issue de la réunion qui a eu lieu à Bangkok en septembre 2005, ISO vient de se prononcer sur la structure et le contenu général de la future norme ISO 26000 sur la responsabilité sociale. Cette norme fournira à toute organisation, et pas seulement aux entreprises, des directives harmonisées sur la responsabilité sociale, approuvées sur le plan international et inspirées des meilleures pratiques issues des déclarations et conventions adoptées par les Nations Unies et l'OIT. La spécification du projet sera répartie entre plusieurs groupes d'études dont la composition doit assurer une représentativité équilibrée des parties prenantes.

Pour en savoir plus : [ici](#)

L'ACTUALITE DE LA CHAIRE

La chaire est heureuse d'accueillir sa **4ème promotion** d'étudiants. 53 candidatures et 26 dossiers retenus dont 5 AST, 2 ASC 3ème année, 3 ASC 2ème année, 16 ASC 1ère année, 18 filles et 8 garçons.

Un nouvel entrepreneur social intègre l'incubateur social : Pierre Janicot, étudiant en 3ème année à l'ESSEC, a lancé l'association cHeer UP ! il y a deux ans afin de mobiliser les étudiants dans le soutien aux jeunes de leur âge, atteints de cancers. L'association, qui rassemble déjà plus de 200 étudiants, dont une trentaine à l'Essec, est aujourd'hui présente dans 10 grandes écoles françaises et fédérée en réseau. (Plus d'infos sur www.cheer-up.net). Au sein de l'incubateur, Pierre posera sa stratégie de développement et structurera son organisation nationale, afin de démultiplier son action dans les années à venir, toucher davantage de jeunes malades, et mobiliser de plus en plus d'étudiants dans ce mouvement de solidarité entre jeunes malades et valides.

La première session du **Certificat Français de Fundraising** porté par la Chaire Entrepreneuriat Social de l'ESSEC, a été lancée le 7 novembre avec 28 stagiaires issus de structures aussi diverses que l'Opéra de Lyon ou l'association des Captifs la Libération... Le commanditaire de cette formation, l'Union pour la Générosité (devenue Association Française des Fundraisers le 7 novembre également...), avait reçu plus de 40 candidatures pour cette première session. Les premiers diplômés le seront le 7 mars, lors de la dernière journée de formation à l'Essec Management Education à la Défense.

Le comité de pilotage de la chaire s'est réuni le 18 octobre, et a décidé de développer les activités de recherche et d'écriture de la chaire, tout en renforçant l'incubateur social et en initiant un nouveau projet opérationnel : le **lancement d'un dispositif d'audit des associations de petite et moyenne taille** en partenariat avec la fondation lealtad.

Le 16 novembre dernier, Stéphane Dubuis, directeur de l'économie Sociale et directeur des relations internationales de la MACIF, a présenté devant le Collège des Hautes Etudes de l'Assurance (CHEA) ses remarquables travaux sur la micro-assurance comme outil de prise en compte de leur

responsabilité sociale par les assureurs en présence de Maria Nowak et Thierry Sibieude, invités en qualité de discutants. Nous reviendrons plus en détail sur le contenu dans notre prochaine édition.

AGENDA

La Semaine de l'Epargne Solidaire en Ile de France

du 26 novembre au 3 décembre 2005

Assises régionales PACA de l'entrepreneuriat social "Une réponse aux enjeux de société"

du 30 novembre au 1er décembre, Marseille

Conférence : Qu'est-ce que l'épargne solidaire?

le 3 décembre, Paris

2èmes entretiens de la finance solidaire de Finansol

le 5 décembre, Paris

Inauguration de Fairplace

le 5 décembre, La Plaine St-Denis

Favoriser les pratiques de mutualisation dans les associations. Formation du Réseau national des maisons des associations

le 6 décembre, Paris

"Evaluons, évoluons !", Justice et associations : une dynamique partagée, rencontres nationales Citoyens et Justice

les 8 et 9 décembre, Paris

Soirée "Tudo Bom ?"

le 9 décembre, Paris

Rencontre de l'AFERP : "La responsabilité sociale des entreprises"

le 13 décembre, Paris

2006 : Année européenne de la mobilité professionnelle (UE)

Forum social mondial

du 24 au 29 janvier, simultanément à Bamako au Mali, à Caracas au Venezuela et à Karachi au Pakistan

Salon des Entrepreneurs

du 1er au 3 février, Paris